

Meunier, Anik et Jean-François Piché, *De l'idée à l'action. Une histoire du syndicalisme enseignant*, Coll. « Publics et culture » (Québec, Les Presses de l'Université du Québec, 2012), 212 p.

Andrée Dufour

Des hommes, des femmes, des enfants et des murs. Nouveaux regards sur les institutions de soins de santé et de charité, 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> siècles

Volume 65, Number 2-3, Fall 2011, Winter 2012

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1018254ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1018254ar>

[See table of contents](#)

---

Publisher(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (print)

1492-1383 (digital)

[Explore this journal](#)

---

Cite this review

Dufour, A. (2011). Review of [Meunier, Anik et Jean-François Piché, *De l'idée à l'action. Une histoire du syndicalisme enseignant*, Coll. « Publics et culture » (Québec, Les Presses de l'Université du Québec, 2012), 212 p.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 65 (2-3), 373–376. <https://doi.org/10.7202/1018254ar>

discussion de cette question (p. 139 et suivantes) tourne un peu court au vu d'une littérature abondante sur les inégalités entre les hommes et les femmes dans la société québécoise de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle. Le même commentaire s'applique à la conclusion, brève et générale, qui met l'accent sur les aspirations communes des parents d'hier, d'aujourd'hui et de demain, cela malgré les différences considérables de conditions objectives entourant la maternité. Parlant des hommes et des femmes ayant vécu durant la période étudiée, elle écrit « Comme la plupart d'entre nous, ils rêvaient d'une descendance conforme à leurs vœux » (p. 240), sans s'interroger toutefois sur ce qui se cache derrière ces « vœux », dont on pourrait faire la genèse à différentes époques.

Bref, *Partir pour la famille* est un ouvrage synthétique qui dresse un portrait historico-ethnologique détaillé de l'état de la question, tout en y ajoutant quelques éléments originaux tirés des Archives de folklore et d'ethnologie de l'Université Laval. Son propos est minutieux et le phénomène décortiqué dans toutes ses dimensions, mais on aurait souhaité une réflexion plus originale et plus poussée de la part de son auteure.

DANIELLE GAUVREAU  
Université Concordia

Meunier, Anik et Jean-François Piché, *De l'idée à l'action. Une histoire du syndicalisme enseignant*, Coll. « Publics et culture » (Québec, Les Presses de l'Université du Québec, 2012), 212 p.

C'est dans la collection « Publics et culture », une collection particulièrement accessible, qu'Anik Meunier et Jean-François Piché ont publié leur ouvrage qui se veut « un résumé succinct de l'évolution du syndicalisme enseignant au Québec de ses origines à nos jours » (p. IX). D'entrée de jeu, ils expriment leur souci de se distinguer des ouvrages historiques « classiques » en faisant largement appel aux photographies et aux documents d'époque.

La place occupée par l'iconographie est de fait prédominante dans les huit chapitres qui forment cette monographie. Ainsi retrouve-t-on, dans un premier chapitre qui retrace les origines et les débuts du syndicalisme enseignant que les auteurs situent en 1936, des photographies, des écrits et une biographie succincte de Laure Gaudreault, « pionnière du mouvement syndical enseignant au Québec ». (p. 5). S'y ajoutent des textes

de lois de l'époque duplessiste. Laure Gaudreault contribue largement à la création de la Corporation Générale des Instituteurs et Institutrices Catholiques de la Province de Québec (CIC) dont elle assume la vice-présidence. Son importante contribution, qui se poursuit jusqu'en 1966, est également rappelée au chapitre 2 intitulé « Entre syndicalisme et corporatisme », qui fait état de la Loi créant la CIC, dont d'importants extraits paraissent en mai 1946 dans *La Petite Feuille*, bulletin mensuel de la Fédération catholique des institutrices rurales de la Province de Québec.

Le chapitre 3, « La ville et la campagne : deux réalités », fait état de la nette prédominance des institutrices à la campagne et des instituteurs en ville, des fortes disparités salariales entre les unes et les autres et reprend d'excellentes photos d'écoliers, d'écolières et d'écoles de paroisse, de rang et montréalaises.

Au chapitre 4, « Deux idéologies : le syndicalisme catholique et le syndicalisme de métier », les auteurs montrent la croissance de la CIC aux dépens des syndicats internationaux de métier et des syndicats nationaux ou indépendants à partir des années 1930.

Puis les auteurs évoquent « De grands changements en éducation », de la fin des années 1950 et des années 1960 : les maîtres sont formés non plus à l'école normale, mais à l'université. Sévèrement critiqué, notamment par le Frère Untel, Jean-Paul Desbiens, le système d'enseignement est transformé à la suite des travaux de la Commission Parent créée par le gouvernement Libéral de Jean Lesage nouvellement élu. Toutefois les décisions du nouveau ministère de l'Éducation d'imposer une échelle salariale provinciale mécontentent vivement les syndicats enseignants. Au début de 1967, il faudra une loi spéciale, la loi 25 du gouvernement Johnson, pour mettre fin aux grèves et forcer le retour au travail des maîtres.

La loi 25 mène les maîtres « Vers un syndicalisme de combat », objet du chapitre 6. Les syndicats enseignants sont déconfessionnalisés, leurs discours empruntent au marxisme et critiquent l'école qui reproduit les classes sociales et transmet l'idéologie dominante. Des affiches rappelant l'emprisonnement des trois chefs syndicaux en 1972 et des photographies de la grande manifestation du Front commun de 1976 illustrent le vif mécontentement du monde syndical. On rappelle que les négociations des années 1979-1982 accordent enfin à l'enseignante enceinte un congé de maternité de 20 semaines.

Au chapitre 7, les auteurs évoquent « Un retour à des préoccupations professionnelles ». La crise économique du début des années 1980 fait

vivre de « durs moments » à la classe enseignante. Ainsi, en 1983, le gouvernement de René Lévesque adopte des lois spéciales qui définissent ses conditions de travail et lui imposent une diminution de salaire allant jusqu'à 20 %. Puis on s'inquiète du taux élevé de décrochage scolaire au Québec. Les États généraux sur l'éducation de 1995-1996 font ressortir la nécessité de revoir le système d'éducation québécois. Au cours des années 2000, la classe enseignante réunie dans la Centrale des syndicats du Québec (CSQ) entend défendre l'école publique et la valoriser. Elle refuse l'idée d'un ordre professionnel enseignant jugé inutile.

Dans un dernier chapitre, « L'époque contemporaine : la confrontation à l'avant-scène », on assiste à des années de confrontation entre le gouvernement de Jean Charest et le personnel enseignant de la CSQ, confrontation notamment marquée en décembre 2005 par un décret fixant les conditions de travail du personnel de l'État. La CSQ connaît aussi des turbulences en 2006 lorsque neuf syndicats d'enseignants-tes décident de quitter la centrale pour fonder la Fédération autonome de l'enseignement, divisant ainsi le syndicalisme enseignant. Mais en 2009, les membres de la CSQ, fausse loupe à la main devant le parlement de Québec, participent à la grande « négociation nationale » de 2009-2011 où un Front commun, réunissant 500 000 travailleurs et travailleuses des secteurs public et parapublic, obtient que les augmentations de salaire soient dorénavant partiellement liées à la situation économique du Québec.

Les auteurs ont su présenter un ouvrage bien rédigé et très bien illustré, particulièrement pour les décennies plus anciennes, par des photographies et des extraits de documents législatifs et syndicaux bien choisis. Le lecteur appréciera un mode de présentation original qui permet de passer du document complet à un extrait agrandi particulièrement important.

Cette « histoire syndicale » repose sur une bibliographie largement composée d'ouvrages portant sur l'évolution du syndicalisme enseignant. Si la grande *Histoire de l'enseignement au Québec* de Louis-Philippe Audet et les deux tomes de *Histoire du Québec contemporain* de Linteau, Durocher, Robert (et Ricard) y trouvent fort bien leur place, on peut regretter l'oubli du livre *Le corps enseignant du Québec de 1845 à 1992* de M'hammed Mellouki et François Melançon et de la *Brève histoire des institutrices* d'Andrée Dufour et Micheline Dumont, notamment. Mentionner de tels ouvrages aurait permis au lecteur de pouvoir approfondir la fonction et la condition enseignantes.

Il reste qu'Anik Meunier et Jean-François Piché présentent ici un ouvrage accessible qui rappelle les avancées du monde du travail enseignant et qui permet de faire émerger de manière fort bien illustrée cette importante facette de l'histoire de l'éducation au Québec.

ANDRÉE DUFOUR

Centre interuniversitaire d'études québécoises – Université Laval  
Cégep Saint-Jean-sur-Richelieu

Olson, Sherry et Patricia Thornton, *Peopling the North American City, Montreal 1840-1900* (Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 2011), 524 p.

L'ouvrage est remarquable. Commencé il y a 25 ans, il est issu du travail colossal des géographes-historiennes Sherry Olson et Patricia Thornton. Original dans sa façon de tracer l'évolution et le développement d'une ville et des individus qui l'habitent, l'ouvrage *Peopling the North American City, Montreal 1840-1900* marque le couronnement professionnel de deux chercheuses méticuleuses. Il marque aussi un nouveau départ pour l'historiographie québécoise qui, désormais, devra tenir davantage compte des rapports entre le groupe majoritaire franco-catholique et les minorités anglophones.

On pourra bien sûr reprocher le style hermétique, les quelque 130 figures et tableaux (certains superflus) ou encore certains passages rébarbatifs dignes d'une certaine histoire sociale. Il reste, au final, que ce livre est le premier du genre à étudier, sur une aussi longue période, les trois communautés montréalaises les plus influentes du XIX<sup>e</sup> siècle : canadienne-française, catholique irlandaise et protestante anglophone. Regroupant à eux seuls près de 96 % de la population de la ville jusqu'en 1900, ces groupes ont marqué profondément l'histoire du Québec et la culture montréalaise.

Les études sur les anglophones sont encore très rares ; la synthèse de Ronald Rudin étant l'exception qui confirme la règle. Qui plus est, l'historiographie a encore peu documenté les relations entre anglophones catholiques / protestants et Canadiens français. Pourtant, les anglophones étaient majoritaires à Montréal pendant un certain temps : « Entre 1831 et 1867, la majorité de la population est anglophone, atteignant un seuil maximal en 1844, avec 55 %. » (Jean-Claude Robert, *Atlas historique de Montréal*, Montréal, Libre Expression, 1994, p. 93.) Ce n'est pas par hasard